

# Le pouvoir aux travailleurs

21 JUIL 2002

N°91

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b>EDITORIAL:</b>	
- LA RÉPUBLIQUE DES POLICIERS ASSASSINS ET DES DIRIGEANTS BIEN SERVIS .....	2
- ELECTIONS DES CONSEILLERS GÉNÉRAUX : QUI A GAGNÉ?	3 - 4
- PUBLICATION DU SALAIRE DU PRÉSIDENT ET CONSORT, SEULEMENT LE SOMMET DE L'ICEBERG ! .....	5
- CERTIFICAT DE NATIONALITÉ DE ALASSANE OUATTARA .....	5 - 6
- POLITIQUE D'IDENTIFICATION DES POPULATIONS : .....	6
- ENCORE DES MORTS DU CHOLÉRA .....	7
- L'AMBITION DU POUVOIR POUR LES UNS .....	7
- LE PRÉSIDENT DU RDR FAIT DE LA DÉMAGOGIE ! .....	8
- UNE CERTAINE JEUNESSE SCOLARISÉE, BIEN À L'IMAGE DE SES AÎNÉS AU POUVOIR ! .....	8
- SANS HÔPITAUX, NE PARLONS PAS D'AMU ! .....	9
- LAURENT GBAGBO S'ADRESSE AUX FEMMES DE GAGNOA ..	9
- SAISON DE PLUIES, DRAME DANS LES QUARTIERS .....	10
- MÉCONTENTEMENT A D'ADJAMÉ .....	10
- MADAGASCAR : LE NOUVEAU POUVOIR RECONNU PAR LES GRANDES PUISSANCES .....	11 - 12
- L'OUA CHANGE DE NOM MAIS RESTE UN SYNDICAT DE DICTATEURS AFRICAINS .....	12 - 13

LA RÉPUBLIQUE DES POLICIERS ASSASSINS  
ET DES DIRIGEANTS BIEN SERVIS

Le 17 juillet, un jeune chauffeur de taxi wôro wôro a été froidement abattu par les policiers à Yopougon. Les policiers ou leurs homologues gendarmes ne sont pas à leur premier coup puisque selon la presse, cela porte à 23 le nombre de chauffeurs assassinés de la sorte.

Pour des broutilles, généralement pour quelques pièces qu'ils refusent parfois de céder de gaité de coeur aux hommes en tenue, ils peuvent être victimes de leur bestialité voire de leur hargne meurtrière. En de multiples endroits ils sont tenus de s'arrêter à leur injonction et verser leur obole avant de pouvoir reprendre la route. Mais les fiers à bras qui tiennent en joue pour un oui ou pour un non les conducteurs des petits véhicules de transport de petites gens, se révèlent bien respectueux lorsqu'il s'agit de voitures de riches. Celles-ci seront rarement appréhendées.

En guise de protestation, les syndicats de Gbaka, de wôro-wôro et même les taxis ont appelé à la grève. La capitale et les alentours sont paralysés par ce mouvement qui durera plusieurs jours.

Le gouvernement fera semblant de faire quelque chose, mais rien de bien méchant ne sera fait à l'encontre des agissements des forces de l'ordre. Les gens qui sont actuellement au pouvoir veulent faire croire qu'ils sont différents de leurs prédécesseurs. Ils parlent volontiers de "*transparence*", "*d'état de droit*", etc. Mais les pratiques des corps habillés n'ont pas varié, en tout cas pas en mieux, depuis que l'équipe de Gbagbo a pris le relais des précédentes.

Si l'on se réfère aux révélations de la presse surtout des journaux de l'opposition, l'opacité et la loi du silence sont une constante dans ce pays. Affi N'Guessan et ses compères continuent de se taire sur des pratiques de pots de vin dont ils auraient à répondre dans un état de droit.

Mais il n'y a pas que les pratiques illicites. Le salaire du chef de l'état dont on nous dit qu'il flirte avec la barre des dix millions par mois est une pratique licite. Mais elle a de quoi révolter les travailleurs, ceux de l'Etat comme ceux du privé qui ne peuvent plus joindre les deux bouts.

Gbagbo a fait savoir qu'il n'en demandait pas tant et qu'il se contenterait d'un revenu inférieur. Il ne veut pas paraître trop gourmand mais il ne parle pas des fonds dits secrets dans lesquels sa fonction lui autorise de prélever comme bon lui semble. Et chaque ministère agit de la sorte.

Alors les pratiques de gangster des hommes habillés qui se croient au Far-West américain sont révoltantes tout autant que celles des hommes en cravate qui gouvernent en fin de compte et quoi qu'ils disent, pour les profits des riches et des puissants. Il appartient aux travailleurs d'exiger que tous ces gens rendent des comptes.

## ELECTIONS DES CONSEILLERS GÉNÉRAUX : QUI A GAGNÉ ?

Les résultats définitifs du scrutin des conseillers généraux ont été annoncés par la "Commission électorale indépendante". Ce qui donne un taux de participation de 28%. Quant au nombre de voix exprimées, il s'élève à 1,4 millions.

Si les 3 principaux partis en lisse ont chacun crié victoire, il faut rappeler que seuls 1,5 millions de personnes ont pu voter sur les 5,4 millions d'inscrits.

Au niveau des pourcentages exprimés, c'est le RDR qui vient en premier avec moins de 380 mille voix, soit 27% des suffrages; suivi du FPI avec moins de 310 mille voix (22,08%); du PDCI avec 21,3%, soit moins de 300 mille voix et l'UDPCI avec un peu plus de 60 mille voix (4,42%). A ces résultats s'ajoutent ceux des listes d'union (FPI-PDCI, FPI-UDPCI, UDPCI-PIT) qui ont recueilli 21,97%, soit un peu plus de 305 mille voix et enfin les listes des "indépendants" qui ont recueilli 3,21%, soit un peu moins de 45 milles voix.

En terme de nombre de départements remportés, le FPI et le PDCI viennent en tête avec chacun 18 départements, 10 pour le RDR, 3 pour l'UDPCI, 5 pour les indépendants et 4 pour les listes d'union.

A ces résultats se greffent 28 requêtes en annulation concernant 20 départements qui ont été déposés sur le bureau de la CEI.

Les gagnants auront à gérer non plus 1 milliard de francs par département comme prévu initialement mais une

dizaine de milliards. Chacun peut imaginer ce que ce genre de "gestion" représente en possibilités de détournements et autres malversations. Pour commencer, chaque élu empochera un salaire probablement conséquent. C'était cela un des enjeux de ces élections. Voilà pourquoi ils se battaient.

Quant aux perdants, ils ne sont pas à plaindre, quand on sait que la plupart d'entre eux seront casés qui dans une mairie, qui dans un ministère, s'ils ne le sont pas déjà, tels les ministres et autres hauts dignitaires qui n'ont pas réussi à s'imposer dans leur région respective.

Quant aux vrais perdants, à savoir les populations pauvres, elles n'avaient, d'emblée, non seulement rien à gagner à ces élections, mais surtout beaucoup à perdre. Elles peuvent, elles aussi, faire leurs bilans: 3 morts à Duékoué, avec habitations incendiées; 3 morts dans la sous-préfecture d'Issia; 2 morts à Gagnoa; 1 mort à Daloa, avec des femmes violées et plusieurs maisons incendiées, etc.

Quelques jours avant la tenue de ces élections, alors que dans la région de Daloa, il y avait eu déjà un mort et des blessés, Boga Doudou, le ministre de l'intérieur, disait, devant un parterre de 300 "opérateurs économiques" français installés en Côte d'Ivoire: "vous n'avez pas à avoir peur pour les élections". "En cas de troubles, nous avons les moyens de faire face à la situation". En langage clair cela voulait dire: "messieurs les capitalistes, n'ayez

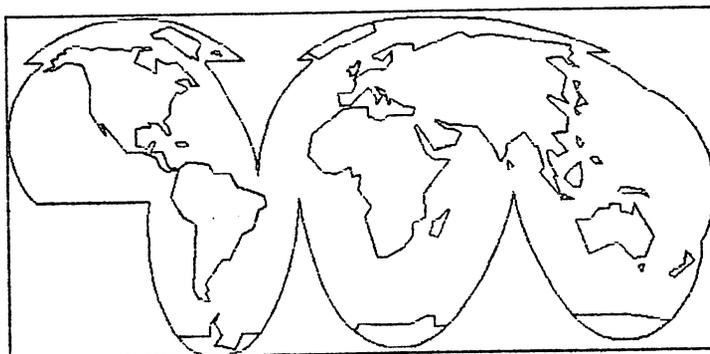
*crainte pour vos affaires. Pour notre part, on va se chauffer un peu ici. Il y a un butin à se partager. Il y aura probablement quelques morts, quelques maisons incendiées, etc. Rien, en tout ca, qui vous empêchera de continuer tranquillement à exploiter les Alors, si les taxes seront réelles et effectives, l'amélioration des hôpitaux, des infirmes, ouvriers et vous en mettre, vous aussi, plein les poches".*

Maintenant que ces élections sont terminées, ceux des populations pauvres qui pensent qu'il y aura un "impact

*économique"* dans leur région, seront bien vite déçus. Car si cette annonce relève de la publicité du gouvernement en place, la réalité c'est que le gouvernement a aussi annoncé que rien ne se fera sans la participation effective -sous forme de taxes- des populations elles mêmes.

Alors, si les taxes seront réelles et effectives, l'amélioration des hôpitaux, des infirmeries des routes, des canalisations des eaux usées, des écoles, resteront pour la plupart du domaine de la fiction.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

# L E U R S O C I E T E

## PUBLICATION DU SALAIRE DU PRÉSIDENT ET CONSORT, SEULEMENT LE SOMMET DE L'ICEBERG !

Les salaires du président, des ministres et des présidents des institutions ont été rendus publics le 17 juillet dernier. Ces salaires varient de 3 833.832 F à 9.584.580 f par mois.

Par comparaison certains journaux ont publié que les salaires de certains DG et PDG de société du pays iraient de 3 à 4 millions et atteindraient les 22 millions pour quelques uns.

Ce qui est le plus scandaleux, ce

n'est pas tellement le montant de ces salaires, mais c'est qu'il y a des travailleurs, qui durant tout une vie de travail ne pourraient avoir autant d'argent. Mais s'il s'avérait qu'ils se mettent à revendiquer pour quelques petites augmentations, ces gens qui touchent plus de cent fois, voire plus de mille fois qu'eux, trouveraient qu'ils demandent trop.

Et c'est ça qui est révoltant dans cette société, on affame les larges masses pour engraisser une minorité.

## CERTIFICAT DE NATIONALITÉ DE ALASSANE OUATTARA

Le 28 juin dernier, l'annonce de la délivrance du certificat de nationalité de ADO a suscité diverses réactions. Pendant que certains jubilaient, d'autres par contre mécontents, ont levé des barrages dans certains quartiers, notamment de la rive et de Yopougon. Dans les cités universitaires d'Abobo des étudiants se sont barricadés après avoir pillé des magasins de commerçants dioulas. Ceux de la cité rouge à Cocody n'ayant pas de magasins à leur portée, n'ont pas trouvé mieux que de cambrioler les chambres de leurs copains musulmans.

Le problème de la nationalité de

Ouattara qui perdure encore aujourd'hui a débuté avec l'ancien président Henri Konan Bedié. Celui-ci pour l'écarter de la course au pouvoir n'a pas trouvé autre chose que de lui attribuer une origine burkinabé. Une fois Bédié chassé, c'est le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo qui va le relayer. Ce parti va verser dans une campagne xénophobe, ethniste, régionaliste et religieuse. En face, le parti de Ouattara fera de même en s'appuyant sur les populations du Nord et les musulmans.

Et les conséquences de cette campagne hystérique on n'a pas encore fini de les énumérer. Les tristes

# L E U R S O C I E T E

événements d'octobre et de décembre 2000 qui ont fait plusieurs centaines de morts sont là pour nous le rappeler. À cela viennent s'ajouter les récents événements de Daloa et d'Issia qui ont encore fait des morts.

Ces politiciens qui n'ont rien de concret à proposer aux populations, sinon que de la pure démagogie, ont recours à ces genres de pratiques. Sur cette base ethniste, religieuse ou régionaliste, ils divisent les populations pour parvenir à la mangeoire que

constitue l'Etat dans les pays pauvres, quitte à joncher leur chemin de cadavres.

Les masses laborieuses ainsi divisées, perdent de vue leurs intérêts communs. Que le président se nomme Bédié, Ouattara ou Gbagbo, aucun ne se penchera sur les problèmes des masses pauvres du pays qui sont le chômage, la précarité de l'emploi et la misère. C'est seulement unies que les masses laborieuses pourront imposer respect et amélioration de leur sort aux possédants et à la clique de politiciens à leurs services.

## POLITIQUE D'IDENTIFICATION DES POPULATIONS: DERRIÈRE LA DÉMAGOGIE, DE FINIS CALCULS ELECTORAUX

Le FPI nouvellement arrivé au pouvoir a entrepris une politique d'identification des populations. Pour les gouvernants c'est dans le but de moderniser l'Etat ivoirien à travers son Etat-civil. Ils prétendent que cela leur permettra de mieux connaître les problèmes des populations afin de pouvoir y faire face de manière adéquate. Seulement de la démagogie.

Les vraies raisons qui les poussent à retoucher l'Etat-civil sont bien ailleurs et leurs adversaires politiques n'en sont pas dupes. Ils veulent s'assurer des victoires certaines aux élections futures. Pour ça, ils retouchent les listes afin de mettre de leur côté

toutes les chances. Il est évident que ceux qui dénoncent cela aujourd'hui feraient identiquement demain, comme ils l'ont fait quand ils étaient au pouvoir.

Ce qui est révoltant, c'est que ces gens, pour leurs ambitions politiques, sèment la suspicion au sein des masses pauvres. Cette politique intéressée de réidentification pourrait entraîner des crises aux élections prochaines. Les dirigeants le savent très bien, mais ils s'en fichent. L'essentiel c'est qu'ils se maintiennent au pouvoir. Après ils pourront se tenir sur les corps des victimes de leurs politiques criminelles, les mains pleines de sang pour recevoir l'investiture.

# L E U R S O C I E T E

## ENCORE DES MORTS DU CHOLÉRA, MAIS SURTOUT DES VICTIMES DE LA MISÈRE ET DU CAPITALISME

Avec la reprise de la saison pluvieuse, des maladies telles que le paludisme, la fièvre typhoïde, la fièvre jaune et le choléra font des ravages dans les quartiers pauvres.

Pour le choléra les autorités ont donné l'alerte. Comme d'habitude, ils ont reproché à la population de n'avoir pas respecté les mesures d'hygiène. Officiellement cette maladie aurait atteint plus de 600 personnes et fait plus de 6 morts. Quant on sait que la plupart des malades restent chez eux, on peut imaginer aisément que ces chiffres sont

en deçà de la réalité.

Il est à craindre que ce soit par centaines qu'on doit compter les victimes de ces maladies. Et ces morts ne sont pas des fatalités. On aurait pu les éviter sans même de grands moyens. Assurer un système de santé efficace, un environnement adéquat et le minimum vital à chaque individu aurait suffi à cela. Mais dans ce système capitaliste attendre cela d'un quelconque gouvernement serait illusoire. Leur fonction est de permettre une meilleure exploitation des masses laborieuses par les classes possédantes.

## L'AMBITION DU POUVOIR POUR LES UNS ET LES POTS CASSES POUR LES AUTRES

Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre a déclaré : *"notre objectif: un deuxième mandat"*. Il y a Bédié qui essaie de se repositionner, Guéi, lui aussi, et il y a enfin Alassane Ouattara qui prétend qu'il est le seul à pouvoir sortir le pays de la crise. Tous prétendent au pouvoir. Comment s'étonner quand on sait que le président de la république a un salaire de 10

millions et son Premier ministre un salaire de 7 millions sans compter les pots de vins. Mais à quel prix? Le prix, c'est la population qui le paie par le massacre, les viols, etc.

Qu'importe les conséquences pourvu qu'ils arrivent au pouvoir. Tel est le système capitaliste.

# L E U R S O C I E T E

## LE PRÉSIDENT DU RDR FAIT DE LA DÉMAGOGIE!

A la faveur des élections, l'on entend toutes sortes de promesses. Certains promettent monts et merveilles, d'autres ont parlé, il y a peu de temps, "d'un ouragan de milliards" sur la population. Aux dernières élections, le président du RDR n'a pas été avare de promesses qui n'engagent à rien lors de sa tournée de soutien aux candidats de son parti. Après avoir fait le tour des problèmes vécus par la population, il s'est désigné comme le docteur qui peut guérir la côte d'ivoire.

Que la situation de la classe pauvre se détériore tous les jours, c'est visible. Le panier de la ménagère qui se vide, les emplois de plus en plus

précaires permettent à peine de vivre. Cependant, que le président du RDR se présente comme la solution à ce problème, c'est penser que les gens ont la mémoire courte. Car on se rappelle ces 3 ans où il a été premier ministre avec les salaires à deux vitesses pour les enseignants, les milliers de "déflatés" de la fonction publique.

Tous les politiciens des partis politiques actuels sont interchangeable entre eux. Aussi les travailleurs ne doivent pas compter sur ces gens pour changer quoi que ce soit à leur situation. Ce sont eux seuls qui pourront y changer quelque chose.

## UNE CERTAINE JEUNESSE SCOLARISÉE, BIEN À L'IMAGE DE SES AÎNÉS AU POUVOIR!

Le 03 juillet, une quarantaine d'élèves d'un lycée de Man ont fait une descente dans un village. Ils ont battu ainsi plusieurs vieillards qu'ils accusaient de "sorcellerie". Il y a même un vieillard qui en est mort après. C'est écoeurant surtout de la part de soi-disant intellectuels de demain. Eux qui devraient éduquer les analphabètes de leur village. On dirait qu'ils se sont trompés d'époque ou de pays. Mais hélas nous sommes bien au 21ème siècle en Côte d'Ivoire.

Il est grand temps que ces hommes qui nous gouvernent, ceux qui

font les lois, ceux qui sont chargés de les appliquer, les intellectuels qui sont censés assurer l'éducation et la culture commencent à combattre l'obscurantisme avec des campagnes de sensibilisation et un mieux être pour tous. Au lieu de se mettre eux mêmes à présenter, qui plus est, à la télé de soi-disant dangereux "sorcières" dénoncés par des procédés tout aussi charlatanesques. Des innocents continueront à mourir bêtement tant qu'une société qui combattrait vraiment l'obscurantisme ainsi que la misère matérielle et morale n'arrivera pas.

# L E U R S O C I E T E

## SANS HÔPITAUX, NE PARLONS PAS D'AMU !

Le premier ministre était le 17 juin dernier à l'hôpital de Ferké. Il a pu visiter le centre et voir la vétusté des installations, l'inexistence de certains services, le manque de personnel. Et ce n'est pas le seul hôpital de surcroît dans une ville qui manque autant d'infrastructures. Ils sont légions en Côte d'Ivoire des hôpitaux qui ne le sont que de nom. Sans parler de ces régions où il n'y a même pas un seul centre de santé.

Les patients sont obligés de faire de longues distances pour espérer se faire soigner.

Le gouvernement a décidé d'instaurer l'AMU (Assurance Maladie Universelle). De qui se moque-t-il? Sans centre de santé adéquat, ce serait un prélèvement de trop sur les revenus déjà maigres des gens.

## LAURENT GBAGBO S'ADRESSE AUX FEMMES DE GAGNOA

"*Mettons nous debout et travaillons*". C'était le 18 juin dernier. Cela fait plusieurs fois que le président lance ce genre de phrases avec quelques variantes. Gbagbo ne s'est peut-être pas aperçu que les femmes de ce pays travaillent. Elles sont même pour certaines d'entre elles victimes de la double journée de travail puisqu'une fois rentrées à la maison après le boulot, elles doivent accomplir les tâches ménagères et celle liées à la nourriture et au bien-être des enfants. La plupart des familles populaires de ce pays ne disposent pas d'eau courante dans les

cours communes. Ce sont les femmes qui généralement vont chercher des bassines d'eau à la pompe.

Il se peut que les femmes riches qui constituent l'entourage direct du président passent leur temps à se prélasser dans les canapés de leurs salons climatisés.

Monsieur le président, il ne faut pas que tu mettes toutes les femmes dans le même sac. Il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes.

# L E U R S O C I E T E

## SAISON DE PLUIES, DRAME DANS LES QUARTIERS PRÉCAIRES

Depuis 2 mois, c'est la saison pluvieuse. Avec elle, c'est le calvaire dans les quartiers précaires. Sans canalisations ou souvent si elles existent elles sont bouchées, les eaux inondent les maisons mais surtout font des victimes parmi les enfants telle cette petite de 3 ans emportée par les eaux de ruissellement à Abobo. C'est vraiment révoltant quand on sait que chaque année des morts de ce genre, il y en a.

Et cela dans l'indifférence des autorités. Car construire des

canalisations et même reloger ces personnes est possible au gouvernement ou même aux mairies. Les gens riches qui occupent des villas cossues de la Riviera ou de Marcory Résidentiel n'ont pas ce genre de problèmes. Eux ne sont pas victimes des mares qui se forment dans les bas quartiers.

Les gouvernements et les maires se succèdent mais les problèmes demeurent dans les quartiers pauvres. Il faut que ça change !

## MÉCONTENTEMENT DES COMMERÇANTS ET DES TRANSPORTEURS D'ADJAMÉ

Les 24 et 25 juin dernier, les commerçants et les transporteurs ont fait une grève de 3 jours pour exprimer leur mécontentement. Ces derniers font l'objet de racket de la part des policiers et aussi de taxes exorbitantes pour ne pas parler de racket de la part de la mairie. Les grands commerçants ne sont pas à plaindre mais ils profitent du mécontentement légitime des petits vendeurs qui ont du mal à s'en sortir face aux multiples avantages dont bénéficient

ceux ci. Il en va de même dans le domaine du transport où des gros bonnets comme Kassoum Coulibaly se sont à faire semblant de pleurer pour arracher toujours plus de facilités.

Rappelons que la mairie d'Adjamé est passé des mains du PDCI à celles du FPI, puis aujourd'hui le RDR. Mais quels changements y a-t-il eu ? La réalité est là, c'est du pareil au même. Seul, peut-être, les discours changent.

**MADAGASCAR :**  
**LE NOUVEAU POUVOIR RECONNU PAR LES GRANDES PUISSANCES**  
**EST INSTALLÉ SUR TOUTES LES PROVINCES**

Cette grande île de l'Océan Indien a vécu des moments difficiles depuis le 16 décembre 2001, date de l'élection présidentielle dont les résultats ont été contestés. Les deux principaux candidats Didier Ratsiraka, le président sortant et Marc Ravalomanana, le nouvel homme fort s'étaient engagés dans une partie de bras de fer.

Les partisans de Ratsiraka évincés de la capitale Antananarivo ont tenté d'asphyxier cette ville en érigeant des barrages sur les principaux axes routiers qui la relie aux autres grandes villes. Le principal barrage se situait sur la route de Toamasina (ex-Tamatave). Plusieurs ponts ont été plastiqués par les artificiers restés fidèles à Ratsiraka dont celui de Bricaville, localité située sur cet axe.

Toamasina est la 2ème grande ville du pays en plus d'être le principal port maritime. C'est aussi la ville natale et le fief de Ratsiraka. Les uns après les autres, toutes les provinces c'est-à-dire les administrateurs ainsi que les notabilités civiles et militaires locales, liés à l'ancien régime ont fini par ériger le drapeau blanc et faire allégeance au nouveau vainqueur. Toamasina a été la dernière à se rallier au pouvoir de Ravalomanana. Les troupes "régulières" sous la houlette de différentes personnalités civiles dépêchées depuis la capitale ont réussi récemment à faire leur entrée officielle avec en prime un accueil plutôt approuvateur d'un certain nombre d'habitants locaux.

Quant à Ratsiraka, l'ancien dictateur lié

à la France, il n'a rien trouvé de mieux à faire que de s'envoler vers les Seychelles puis vers la France avec sa petite famille dans un avion mis à sa disposition par une compagnie aérienne appartenant à son propre fils. D'autres personnalités ont également réussi à prendre la tangente. Avec tout l'argent que Ratsiraka a détourné depuis plus de deux décennies au pouvoir, il ne risque pas d'être dans le besoin. Il posséderait deux propriétés luxueuses dans la région parisienne dont l'une récemment "acquise" avec dit-on un coup de pouce approprié de son ami Chirac.

Il n'est cependant pas le seul à avoir bénéficié de traitements de faveur de ce genre. En leur temps, d'autres dictateurs déchus tels que Jean Claude Duvalier (Bébé Doc) de Haïti, Bokassa "l'empereur" du Centrafrique et "parent" de Giscard. Ou Mobutu du Zaïre et bien d'autres, ont bénéficié d'asiles dorés ou de châteaux avec la bénédiction des dirigeants impérialistes... et grâce aux dilapidations effectuées sur les caisses de l'Etat pendant que les populations de ces pays manquaient de tout.

Devant la déconfiture des partisans de Ratsiraka et le fiasco de l'envoi des mercenaires depuis le sol français, les dirigeants de l'impérialisme ont fini par opérer une volte-face. Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères s'est rendu à Antananarivo pour apporter "un message de paix, de réconciliation et de solidarité" avec les nouveaux dirigeants. Les Etats-Unis et les autres grandes

puissances telles que le Japon et l'Allemagne ont pris cependant une longueur d'avance sur la France. Leurs chanceliers en poste dans la capitale ont exprimé très tôt leur soutien à Ravalomanana. Aux festivités du 26 juin dernier marquant le 42ème anniversaire de l'Indépendance du pays, les représentants de ces puissances ainsi que ceux du FMI ont siégé en bonne place à la tribune officielle.

L'ambassadeur d'Allemagne aurait signé une convention portant sur la remise d'une dette de 23 millions d'euros.. en contre partie de contrats économiques. Les dirigeants français vont certainement mettre les bouchées doubles pour essayer de rattraper le temps qu'ils ont perdu à vouloir miser trop longtemps sur leur homme préféré, finalement déchu.

La France, ancienne puissance colonisatrice, a été la principale bénéficiaire de la politique de privatisation menée par le gouvernement sortant. Les patrons français sont bien implantés dans la pêche, l'urbanisme, la grande distribution et bien d'autres secteurs. Les ressortissants de

nationalité Française sont environ 25.000 dans le pays.

Le nouveau pouvoir a réussi à asseoir son autorité et à se faire reconnaître par les chefs d'Etats africains y compris les dictateurs les plus liés à la France tels que Bongo et Eyadema. Mais ce pouvoir s'appuie sur la même hiérarchie militaire, le même appareil d'Etat qui a servi la dictature de Ratsiraka. Il est possible que les intérêts de quelques petits bourgeois trop compromis auprès de Ratsiraka soient lésés temporairement comme l'attestent les incendies de certaines demeures et boutiques.

A n'en pas douter, la "*réconciliation nationale*" en cours finira par permettre à bon nombre de privilégiés de se rallier et du même coup sauver leurs billes. Mais ces 7 mois de luttes pour le pouvoir ont fini par plonger le pays dans un état de paralysie grave. La souffrance de la population est à son comble. Elle ne peut pas attendre grand chose de bon de la part de ce nouveau milliardaire, ami naturel des nantis ainsi que des puissants de ce monde.

**L'OUA CHANGE DE NOM  
MAIS RESTE UN SYNDICAT DE DICTATEURS AFRICAINS**

Quarante-quatre chefs d'Etats et de gouvernement africains réunis le 9 juillet dernier à Durban, en Afrique du Sud, ont célébré la fin de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) et son remplacement par l'UA (Union Africaine). La cérémonie a été fastueuse selon les commentateurs. Des sommes considérables ont été englouties pour soi-disant marquer solennellement cette

journée que nos dictateurs ont qualifiée d'"*historique*". Selon l'expression de l'un d'eux, l'Afrique aurait accompli à Durban un "*saut qualitatif*". En réalité il n'y a rien de tout cela. Il s'agit à peine d'un simple ravalement de façade. Le secrétaire général s'appellera désormais "*président*"; les chefs de commission deviendront "*commissaires*". Certains textes touchant à la défense et à la

solidarité mutuelle en cas d'"agression extérieure" ou de coup d'Etat militaire, ont été modifiés pour que chacun des membres soit rassuré au cas où il pourrait être mis en danger.

L'idée de transformer l'OUA en UA avait été lancée par le dictateur mégalomane libyen, Kaddafi, soucieux de sortir de l'isolement que lui impose l'impérialisme américain. Après avoir largement arrosé en pétrodollars un certain nombre de dictateurs africains il proposa un sommet extraordinaire à Syrte, en Libye pour convaincre ses pairs africains. Mais le quorum nécessaire pour transformer le nom et les statuts de l'OUA n'avait pas été atteint. Qu'à cela ne tienne. Kaddafi multiplia ses tournées et ses largesses, construisant par-ci des mosquées, payant par-là les arriérés de cotisations de nombreux Etats à l'OUA. Les grands médias influents en Afrique avaient également été arrosés par Kaddafi pour promouvoir son ambition. Le quorum fut atteint lors du sommet de Lusaka (financé en grande partie par Kaddafi) en mai 2001.

Mais l'OUA, avec son ancien sigle comme avec le nouveau, n'a été et ne sera rien d'autre qu'un cocon vide où nos dictateurs viennent pavaner et discourir sur l'unité de l'Afrique. Créée en 1963 au lendemain de la décolonisation, l'OUA sensée créer les conditions de l'unification de l'Afrique n'a fait en réalité qu'entériner celles de la décolonisation telles que le voulaient les grandes puissances coloniales. Toutes les frontières même les plus aberrantes et les plus

scandaleuses coupant parfois un village en deux ou séparant des familles en trois ou quatre "*nationalités*", ont été maintenues telles qu'elles. L'OUA avait même érigé comme principe de base "*l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation*". Ce qui n'avait pas empêché de nombreux intellectuels nationalistes africains de chanter que l'unification de l'Afrique était en route. Mais le bilan de près de quarante années de l'existence de l'OUA montre que celle-ci n'est rien d'autre qu'une association de brigands incapables de régler un conflit quelque part sur le continent et encore moins d'accomplir le moindre pas vers l'unification.

L'unification de l'Afrique est pourtant une nécessité. Il est vital pour les intérêts des populations que toutes ces frontières héritées de la colonisation soient abolies. Mais tous ces Etats issus de la décolonisation s'opposent à leur disparition car elles constituent pour nos classes dirigeantes un moyen de s'enrichir en rackettant les populations. C'est leur garde-manger.

Les dirigeants des pays impérialistes s'opposent également à la disparition des frontières car elles constituent un moyen de diviser les peuples pour mieux régner.

Voilà pourquoi la vraie unité de l'Afrique ne pourra se faire que par les exploités eux-mêmes, c'est-à-dire par la lutte contre nos dirigeants actuels mais aussi contre ceux de la bourgeoisie des pays riches qui les soutiennent.

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.